

Bronwen Manby

La nationalité en Afrique



KARTHALA - OPEN SOCIETY FOUNDATIONS

Ce document est une partie du livre :
Bronwen Manby, *La nationalité en Afrique*,
Londres & Paris, Open Society Foundations & Karthala,
2011, 242 pages [ISBN : 978-2-8111-0490-0]

© Karthala & Open Society Foundations



Citation : Bronwen Manby, *La nationalité en Afrique*, Londres
& Paris, Karthala & Open Society Foundations, 2011, 242 p.

Consulté le, sur le site :

http://www.soros.org/initiatives/justice/focus/equality_citizenship/articles_publications/publications/struggles_20091009

Bronwen Manby

La nationalité en Afrique

Illustration de la couverture

Golidem, âgée de 94 ans, présente sa carte d'identité devant sa maison, en milieu rural au Zimbabwe.

Crédit photographique :

Kieran Dodds / Tearfund, avril 2009

Cliché Panos

Composition et mise en page : Charles Becker

© Open Society Foundations & Karthala

ISBN : 978-2-8111-0490-0

Bronwen Manby

La nationalité en Afrique

Traduit de l'anglais par Hélène Bazin

traduction revue par Thierry Vedel et Charles Becker

KARTHALA - Open Society Foundations

Remerciements

Cet ouvrage s'inscrit dans le cadre d'un projet qui est le fruit d'une intense collaboration. Ses sources remontent à un projet sur la discrimination et la citoyenneté en Afrique, entrepris par l'Initiative pour la Justice, un projet de l'*Open Society Institute* pour lequel je travaille. L'Initiative pour la Justice a conçu le projet d'un "audit de la nationalité en Afrique" à l'échelle du continent, qui serait axé sur l'utilisation et l'exploitation de la législation en matière de nationalité à des fins politiques et sur la discrimination et l'injustice qui en découlent. Les études de cas pour les pays qui figurent dans ce livre sont fondées, en partie, sur des recherches nationales visant à étudier les législations et les pratiques en matière d'égalité, de droits des minorités, de nationalité, de situation des réfugiés et de traitement des migrants dans quatorze pays africains.

Je veux tout particulièrement saluer l'orientation et le soutien que m'ont apportés sur le plan intellectuel deux collègues de l'*Open Society Institute*, Chidi Odinkalu et Julia Harrington. Je voudrais également mentionner d'autres membres de l'équipe de l'Initiative pour la Justice pour leurs importantes contributions : Angela Khaminwa, qui a dirigé le projet pendant les deux premières années, Adam Hussein, qui s'est chargé de la partie relative au plaidoyer, et Sebastian Köhn, qui a apporté son aide pour les recherches et dans le processus fastidieux et minutieux de vérification des faits. Mes remerciements vont également à Lisa Fuchs, Siobhan McKenna, Jonas Pohlmann, Catherine Roden et Kasia Romanska pour l'assistance apportée à divers stades des recherches.

Je tiens à remercier Mirna Adjami, Chaloka Beyani, Ibrahima Doumbia, Richard Dowden, Khadija Elmadmad, Alison des Forges, Eric Goldstein, Daniel Hammett, Khoti Kamanga, Pascal Kambale, Ibrahima Kane, Gugulethu Moyo, Mary Rayner, Dustin Sharp, Abdul Tejan-Cole, Anneke van Wou-

denberg et Marcel Wetsh'okonda Koso pour leurs contributions à différentes parties du rapport final.

Les recherches sur la nationalité ont été effectuées dans les différents pays par les organisations et les personnes suivantes : Ditshwanelo pour le Botswana, Ibrahima Doumbia pour la Côte-d'Ivoire, Marcel Wetsh'okonda Koso (Campagne pour les Droits de l'Homme au Congo) pour la République Démocratique du Congo, Wesal Afifi, Abdouallah Khalil, Tarek Badawy et Amal Abdel Hadi (*Forced Migration and Refugee Studies Program*, Université américaine, Le Caire) pour l'Égypte, Abebe Haliu pour l'Éthiopie, Rose Ayugi pour le Kenya, Keiso Matashane-Marite et Libakiso Mathlo (Women and Law in Southern Africa) pour le Lesotho, Moustapha Touré et A.S. Bouhoubeyni pour la Mauritanie, Khadija Elmadmad pour le Maroc, Ilguilas Weila (Timidria) pour le Niger, Jamesina King (*Campaign for Good Governance*) pour la Sierra Leone, Karla Saller pour l'Afrique du Sud, Sizakele Hlatshwayo (CANGO, une coalition d'ONG) pour le Swaziland, Lillian Keene (*Mugerwa*) pour l'Ouganda, Patrick Matibini pour la Zambie, Arnold Tsunga et Irene Petras (*Zimbabwe Lawyers for Human Rights*) pour le Zimbabwe. Nous n'avons pas pu retenir ici tous les cas étudiés dans les études relatives à ces pays et les informations qu'elles ont apportées, mais l'ensemble des éléments nous a permis de réaliser l'analyse globale proposée dans cet ouvrage.

Dans un travail collectif, les textes des lois sur la nationalité de la plupart des pays africains ont également été rassemblées. Une publication spécifique de l'*Open Society Institute*, intitulée *Les lois sur la nationalité en Afrique : une étude comparée* (2009), propose une analyse détaillée de ces législations. L'une des principales conclusions des recherches et des consultations menées dans le cadre de l'audit a été de souligner qu'il est nécessaire de clarifier et de renforcer les normes africaines en matière de nationalité et de citoyenneté pour aligner les lois relatives à la nationalité sur les normes des droits humains.

La traduction de cet ouvrage a été réalisée par Hélène Bazin. Elle a été révisée par Thierry Vedel, du *Centre de recherches politiques* de Sciences Po à Paris et par Charles Becker. Je tiens à les remercier tous les trois très chaleureusement.

C'est également avec plaisir que j'exprime ma gratitude à Momar Coumba Diop, chercheur à l'IFAN-Cheikh Anta Diop de Dakar, et à Charles Becker, membre du Centre d'études africaines de Paris, dont le soutien et l'engagement ont été décisifs dans la publication de cette version française. Ils ont tous deux effectué une relecture très attentive de l'ouvrage et ont généreusement contribué à lui donner sa forme finale.

À la mémoire de

**Alison Des Forges
1942-2009**

et

**Tajudeen Abdul-Raheem
1961-2009**